

Michel Husson¹
EN SURFANT SUR L'ONDE LONGUE²

La contribution de Robert Brenner à l'histoire du capitalisme d'après-guerre est une base stimulante à l'ouverture d'un débat que l'on mènera ici à partir d'une approche critique avant de présenter un certain nombre de propositions alternatives quant au fonctionnement du capitalisme contemporain.³

Une conception discutable de la concurrence

Une grande partie de l'analyse de Brenner repose sur un modèle théorique où le taux de profit baisse en proportion de la baisse des prix induite par la concurrence. A mon sens, ce schéma n'est pas vraiment compatible avec la loi de la valeur, ni avec le fonctionnement concret du capitalisme.

Le développement de la productivité sociale a évidemment pour effet de diminuer la dépense de travail social nécessaire pour produire une marchandise donnée, et par conséquent son prix. Mais pourquoi faudrait-il que cela entraîne une baisse du taux de profit ? Brenner prend cette liaison comme à peu près évidente, parce qu'il raisonne au niveau d'une branche. Mais plaçons-nous au niveau de l'ensemble de la société : si le même panier de biens est produit avec une moindre dépense de travail, alors le surtravail augmente en proportion du travail social, et avec lui le taux d'exploitation. L'application de la productivité à un ensemble de valeurs d'usage produit ce que Marx appelle de la plus-value relative. Par conséquent, le taux de profit doit monter, sauf si ce gain de productivité n'a été acquis que par une dépense encore plus considérable en capital fixe, ou encore si, entre-temps, le salaire réel a augmenté plus vite que la productivité. C'est d'ailleurs ce que dit Brenner : « Dans la mesure où les travailleurs ne récupèrent pas la baisse des prix sous forme d'une augmentation de leur salaire réel, le résultat sera une augmentation du taux de profit général. »⁴

Le résultat paradoxal de Brenner découle d'un raisonnement centré sur la concurrence à l'intérieur d'une branche produisant un bien donné. Le prix unitaire de ce bien est obtenu, pour aller vite, en divisant le quantum de travail social nécessaire à sa production par le volume de biens produits. Si ce dernier reste identique, alors tout progrès de la productivité réduit le prix unitaire, parce que le quantum de travail nécessaire est réduit. Mais cela veut dire que la branche rétrécit et que son profit va baisser en raison de la baisse du volume de capital variable soumis à exploitation. La généralisation de ce cas de figure conduit à un sophisme de composition évident, sauf dans le cas particulier où les gains de productivité s'appliqueraient à une croissance nulle dans tous les compartiments de la production.

Même dans ce cas on ne déboucherait pas forcément sur une baisse du taux d'exploitation, dans la mesure où capital variable et plus-value auraient baissé de manière proportionnelle. Il y aurait baisse du taux de profit, mais celle-ci résulterait non pas des gains de productivité mais d'une configuration très particulière, avec gains de productivité

¹ <http://hussonet.free.fr>

² Ce texte est la traduction de « Riding the long wave » publié dans *Historical materialism* n°5, hiver 1999.

³ Brenner 1998.

⁴ Brenner 1998, p.25.

et croissance nulle. Autrement dit, la représentation de Brenner ne prend pas en compte la dynamique de l'accumulation et de la reproduction du capital. Son raisonnement est en fait un raisonnement d'équilibre partiel.

Cette grave accusation mérite d'être précisée en revenant plus en détail sur sa démonstration qui est condensée dans le passage suivant : « Le processus "normal" d'ajustement – qui devrait conduire à l'éviction des entreprises aux coûts les plus élevés au profit des entreprises plus compétitives – ne fonctionne tout simplement pas, en raison du capital fixe que celles-ci possèdent. La production de la branche se fait alors à un prix déterminé par les coûts de production les plus bas. Les entreprises aux coûts inférieurs obtiennent l'ancien taux de profit, et celles qui n'ont pas réussi à baisser leurs coûts doivent se contenter d'un taux de profit réduit. D'un point de vue technique, cette captation de parts de marché par les entreprises plus compétitives grâce à leur prix réduit équivaut à un surinvestissement qui conduit à une surcapacité et à une surproduction de la branche définies, ici encore, *relativement au taux de profit qui prévalait auparavant et qui est maintenu*. Un certain nombre d'entreprises aux coûts plus élevés ont dû liquider une partie de leur capital parce que leur part de marché a reculé ; le seul moyen pour elles de se maintenir (en répondant à une partie de la demande) est en effet de vendre leurs produits avec un taux de profit réduit par rapport au taux de profit préexistant. Le résultat est donc que l'arrivée de nouveaux producteurs aux coûts inférieurs ne conduit pas à l'accroissement du taux de profit de la branche, mais plutôt à sa dégradation. La branche est malgré tout « à l'équilibre » et aucun changement ultérieur n'est à attendre, dans la mesure où chacune des entreprises réalise vraisemblablement le meilleur taux de profit possible. La réduction du taux de profit de la branche prend la forme caractéristique d'une baisse simultanée du ratio produit-capital et du taux de marge qui manifeste, en termes arithmétiques, l'impossibilité pour les entreprises aux coûts plus élevés d'augmenter suffisamment leurs prix, en raison de la demande insuffisante adressée à leurs produits. »⁵

Ce passage résume bien les postulats du modèle. L'un des plus importants est que ce sont les nouveaux entrants à coûts réduits qui fixent le prix. Ce raisonnement à la marge est très contestable, car la formation du prix de marché dépend largement de la structure de l'offre. Dans le cas le plus général, ce sont les conditions « modales » de production, et non les conditions marginales qui sont prises comme référence.⁶ Pourquoi ? Parce que les firmes aux coûts inférieurs ne peuvent, en raison de leur taille, satisfaire l'ensemble de la demande, ni même une proportion suffisante de celle-ci. Ce qui est, à un moment donné, considéré comme travail socialement nécessaire correspond aux conditions moyennes de production. Et c'est ce même raisonnement qu'il faut appliquer au capital fixe dont Brenner a raison de faire un élément-clé de la valorisation. On retrouve ici un débat bien plus théorique sur la transformation des valeurs en prix ou une bonne partie de la discussion tourne autour de la valorisation du capital fixe comme règle de transmission de la valeur. La question est là aussi de savoir si ce sont les conditions marginales qui dévalorisent instantanément le capital installé. La machine plus performante et moins coûteuse employée aujourd'hui annule-t-elle, au moins en partie, la possibilité d'amortir la machine ancienne, autrement dit d'incorporer sa valeur aux marchandises ? Ici encore, la réponse porte sur la notion de travail socialement nécessaire. Si on a besoin de machines anciennes pour satisfaire la demande, alors ce travail mort est socialement nécessaire. Autrement dit, le travail socialement nécessaire n'est pas défini uniquement par les conditions optimales de production, mais aussi en fonction de l'adéquation de l'offre à la demande, et cela à un niveau qui ne doit pas être enfermé dans l'analyse de branche. Ce

⁵ Brenner 1998, p.22.

⁶ Carchedi 1991.

point est souvent négligé, comme si l'introduction de la demande sociale était illégitime dès lors qu'il s'agit d'étudier les conditions de valorisation du capital. Si cela peut aider à convaincre de la nécessité d'une telle articulation, on peut citer Marx : « Pour qu'une marchandise puisse être vendue à sa valeur de marché, c'est-à-dire proportionnellement au travail social nécessaire qu'elle contient, la masse totale du travail social utilisée pour la totalité de cette sorte de marchandise doit correspondre à l'importance du besoin social existant pour cette marchandise, c'est-à-dire du besoin social solvable. »⁷

L'inflation oubliée

Le schéma d'interprétation de Brenner fait jouer un rôle important à la baisse des prix, et donc du profit, qui résulte de la concurrence. Mais comment ce schéma est-il compatible avec l'inflation ? L'une des caractéristiques essentielles de l'expansion d'après-guerre est en effet une croissance continue du niveau général des prix, sans précédent historique. Ne pas en parler revient à adopter une position dichotomique consistant à dissocier la formation des prix unitaires et la détermination du niveau général des prix. En réalité, ce processus d'inflation permanente renvoie à la fois au poids croissant des monopoles tendant à restreindre les effets de la concurrence par les prix (d'où la notion de « régulation monopoliste »⁸) et à la socialisation croissante d'un système de crédit assurant la création de signes monétaires, comme condition permissive de cette élévation continue du niveau des prix. Pour les régulationnistes, l'inflation est une forme spécifique de financement et de validation anticipée de l'accumulation du capital, un élément en somme de socialisation et par là même de régulation de la concurrence capitaliste. Dans un remarquable article Aglietta résume ainsi ces traits nouveaux : « L'affaiblissement de la contrainte de paiement pour l'engagement du capital donne à la dévalorisation une allure continue et évite ainsi la rupture du régime de croissance, mais il met en cause la fonction de réserve de valeur de la monnaie et alimente une menace plus fondamentale, celle d'une destruction de la confiance dans la monnaie sur laquelle le fonctionnement du système économique repose. »⁹

Mais l'approche régulationniste méconnaît les aspects contradictoires, contrairement par exemple à l'analyse d'un Mandel qui écrit par exemple : « La fonction de l'inflation permanente, à l'époque du troisième âge du capitalisme, est à la fois celle de voiler la baisse de valeur des marchandises, de faciliter l'accumulation du capital, de masquer l'élévation du taux de plus-value, et de surmonter momentanément les difficultés de réalisation de la plus-value par l'extension du crédit. Les limites auxquelles se heurte l'« inflation rampante » apparaissent dès qu'elle perd cette fonctionnalité par suite de sa propre accélération. »¹⁰

Ce retournement annoncé a eu effectivement lieu et l'inflation a perdu toute fonctionnalité pour devenir une cible des politiques néolibérales à travers laquelle étaient en réalité visés les salaires. Dans la logique générale de Brenner où prédomine la concurrence inter-capitaliste, ce retournement n'a pas grand sens.

⁷ Marx 1981, p.207.

⁸ Boyer 1977.

⁹ Aglietta 1980.

¹⁰ Mandel 1997, pp.345-346.

La crise comme crise de l'économie mondiale

L'une des apports les plus fructueux de la contribution de Brenner est sa prise en compte des contradictions inter-capitalistes comme élément d'une théorie générale de la crise. C'est un aspect qui est en effet trop souvent négligé au profit de la juxtaposition d'analyses nationales ou même d'une ignorance des spécificités nationales. Mais il pousse trop loin cette logique jusqu'à en faire une explication monocausale. Pour lui, c'est la concurrence entre capitaux qui est à la racine de la crise, et c'est principalement la dimension internationale qui est en cause. Cette ligne d'argumentation est poussée à l'extrême, au risque d'une contradiction dans l'argumentaire concernant la théorie du rattrapage (*catching up*). C'est en effet cette thèse qui fonde l'analyse de la concurrence émanant de l'Europe et du Japon : « En attendant, certaines des zones de l'économie mondiale qui se sont développées plus tardivement – en particulier le Japon et l'Allemagne comme plus récemment, une partie de l'Asie de l'Est – ont su tirer profit des avantages potentiels que procure le fait d'être technologiquement à la traîne, d'être moins développé sur le plan socio-économique, et dépendant. C'est cette combinaison de zones plus ou moins avancées sur la voie du développement et leur interaction qui ont en grande partie déterminé, aussi bien les caractéristiques du long boom que la nature de la longue dépression sur laquelle il a débouché. »¹¹

Cette formulation classique de la théorie du rattrapage est complétée par une indication précise sur les canaux qu'il aurait empruntés : « Il faut souligner que les économies allemande et japonaise n'ont été capables d'atteindre des performances de croissance réellement spectaculaires qu'à proportion de leur capacité à capter des parts de marché, principalement au détriment des Etats-Unis – et du Royaume-Uni (...) En ce sens, ces nouveaux concurrents n'ont pu se développer avec autant de réussite qu'en raison de la relation économique internationale qu'ils entretenaient avec le leader, et en particulier avec ses marchés. »¹²

Only by virtue : l'usage répété de cette formule révèle le biais systématique de l'analyse de Brenner. En réalité, la croissance d'après-guerre en Europe repose sur un considérable développement du marché intérieur qui renvoie à une accumulation de capital tout aussi spectaculaire. Mais Brenner insiste pour dire que cette explication est en soi insuffisante : « Alors que les économies japonaises et allemandes auraient pu fonder leur dynamisme économique sur leur aptitude à développer leur marché intérieur, elles n'ont réussi à obtenir une croissance aussi impressionnante qu'en maximisant la croissance de leurs exportations et leur aptitude à gagner des marchés jusque là tenus par les producteurs des Etats-Unis (ou du Royaume-Uni) s'est révélée décisive. »¹³

Ces citations réitérées sont là pour vérifier que la thèse de Brenner n'est pas caricaturée et pour montrer à quel point une formulation absolue la rend très contestable. Que l'après-guerre se soit accompagnée d'une modification des parts de marché relatives est une évidence. Mais que la croissance en Europe et au Japon ne puisse être expliquée que par la capacité de ces pays à mordre sur les parts de marché des Etats-Unis est une simplification abusive, et les rares chiffres fournis par Brenner lui-même illustrent pourquoi (voir tableau 1). On voit par exemple que la part des exportations dans le PIB aux Etats-Unis est très semblable à celle du Japon, que ce soit en niveau ou en évolution. Mais, dans ce cas, pour quelles raisons le marché mondial aurait-il bénéficié au Japon et non aux Etats-Unis ? On doit souligner en même temps la relative fermeture de ces deux

¹¹ Brenner 1998, p.35.

¹² Brenner 1998, p.35.

¹³ Brenner 1998, p.46.

économies qui rend difficile de faire jouer un rôle décisif aux variables externes. L'Europe est quant à elle bien plus ouverte sur le marché mondial et ce degré d'ouverture augmente fortement sur la période. Mais, dans cette progression, il faudrait isoler une très forte croissance des échanges intra-européens qui correspondent plus à la constitution d'un marché intérieur dense qu'à la conquête de marchés extérieurs.

Tableau 1
Exportations en % du PIB

	1950	1965	1973
OECD	12.7	18.1	25.6
Europe			
US	4.3	5.1	6.9
Japon	4.7	5.6	7.9

Source : Brenner, table 8, p.104

Plus loin dans son ouvrage, Brenner relativise ses propositions introductives quant au rôle du rattrapage : ce dernier « a été puissamment renforcé par des améliorations technologiques "indigènes" menées à grande échelle dans les économies des nouveaux concurrents, et qui résultaient de processus d'apprentissages eux-mêmes favorisés par des niveaux d'investissement particulièrement. »¹⁴

On voit donc que Brenner oscille entre deux thèses sur l'impact du rattrapage dans la dynamique du capitalisme d'après-guerre. Mais sa présentation a en tout cas l'avantage d'introduire une dimension explicative fondamentale pour comprendre la structuration inter-capitaliste mise en place au milieu des années quatre-vingt. Il a par exemple parfaitement raison de présenter les accords du Plaza de 1985 comme un tournant essentiel qui établit la suprématie des Etats-Unis. Celle-ci repose d'abord sur la capacité de trouver un financement à peu près garanti du déficit extérieur. Ainsi, sur le dernier cycle 1991-1998, les Etats-Unis ont accumulé un déficit considérable de 9000 milliards de dollars, 229 pour la seule année 1998. Sur la même période, le Japon a au contraire enregistré des excédents pour un total de 8300 milliards de dollars, et l'Union européenne pour 2400. Sur la période récente, l'excédent européen a d'ailleurs rejoint celui du Japon (respectivement 121 et 115 milliards de dollars en 1998). Bref, le déficit croissant des Etats-Unis est financé par les excédents japonais et européens.

Le second élément de domination des Etats-Unis réside dans leur capacité à obtenir ce financement en dépit d'une dépréciation à moyen terme de leur monnaie. Le tournant du début des années quatre-vingt, avec le bond en avant des taux d'intérêt, s'était, dans un premier temps, accompagné d'une appréciation réelle très marquée du dollar, de presque 50 % entre 1980 et 1985. Ce mouvement extravagant a eu pour effet de creuser le déficit extérieur des Etats-Unis, qui dépasse alors 3 % du PIB, ce qui est considérable compte tenu de leur faible degré d'ouverture. En septembre 1985, l'accord du Plaza conclu entre les cinq premières puissances économiques institue en pratique une dévaluation considérable du dollar, imposée aux autres pays au nom de la concertation monétaire internationale. Sur les trois années 1985-88, le yen s'apprécie de 46 %, le mark de 40 %, le franc de 37 %, et la livre de 28 %. La compétitivité relative des produits US est donc dopée d'autant. Que se passe-t-il alors du côté de la croissance ? Toujours sur cette période 1991-98, les Etats-Unis ont enregistré une croissance plutôt satisfaisante -- même si elle n'a rien d'exceptionnel -- de 3,1 % en moyenne. A côté de cela, le Japon a stagné à 0,8 % de

¹⁴ Brenner 1998, p.244.

croissance par an, et l'Union européenne n'atteint en moyenne que 1,8 % de croissance du PIB. La part des Etats-Unis dans le PIB des six principaux pays passe de 45,3 % à 47,4 % (et celle dans l'emploi de 39,1 % à 41,9 %). Le taux de chômage baisse aux Etats-Unis de 2,2 points sur la période, mais augmente de 2,1 points au Japon et de 2,2 points dans l'Union européenne. Il y a la plus qu'une simultanéité : la répartition entre puissances de la croissance de l'économie mondiale est devenue très sensible au rapport monétaire. L'appréciation de 14 % du dollar qui a suivi ce que Brenner appelle « l'accord du Plaza à l'envers » du printemps 1995 (p.257) a suffi pour doper l'activité économique en Europe principalement à travers les exportations. On mesure ainsi la sensibilité au taux de change dollar/euro qui est la base matérielle de tensions prévisibles entre les Etats-Unis et l'Europe, sur lesquelles Brenner attire l'attention à juste titre. En revanche, il n'est pas possible de le suivre dans son projet qui vise à privilégier cet aspect et de relativiser tous les autres facteurs d'évolution du taux de profit.

L'évolution du taux de profit et ses déterminants

L'une des curiosités de l'analyse économique marxiste consiste à disserter sur la baisse du taux de profit alors que celui-ci monte depuis plus de quinze ans. Le retournement date en effet de 1981-1982 : depuis cette date, le taux de profit a augmenté de 43 % aux Etats-Unis, et de 32 % en Europe (voir figures 1 et 2). Le profil sur ces deux grandes zones de l'économie mondiale est finalement assez semblable. Ce n'est qu'au Japon que le taux de profit a recommencé à baisser dans les années quatre-vingt-dix, après avoir commencé à augmenter dans les années quatre-vingt.

La grande différence entre Etats-Unis et Europe, réside dans les modalités de cette évolution, que l'on peut étudier à partir d'une décomposition simple du taux de profit comme le produit de deux variables. La première est la part du profit dans le produit, qui représente une approximation du taux d'exploitation. La seconde est l'efficacité du capital qui rapporte le produit au capital net. Cette seconde variable est mesurée à prix courants, de telle sorte qu'elle n'est pas purement « technologique ». Il faudrait à coup sûr affiner ce travail comparatif dont on ne doit pas sous-estimer les difficultés. Mais il livre un enseignement tranché quant à la contribution relative de ces deux facteurs, que les figures 1 et 2 permettent de bien visualiser.

Tableau 2
Contributions à l'évolution du taux de profit

		1965-1982 (baisse)	1982-1997 (rétablissement)
USA	Exploitation	29 %	29 %
	Efficacité du capital	71 %	71 %
Europe	Exploitation	36 %	69 %
	Efficacité du capital	64 %	31 %

Sources : Duménil et Lévy, OCDE¹⁵

¹⁵ Pour l'Europe (Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Espagne) les données sont construites à partir de OCDE 1998. Pour les Etats-Unis, nous avons utilisé la base de données de Duménil et Lévy 1994.

Figure 1. Le taux de profit aux Etats-Unis



Figure 2. Le taux de profit en Europe



Le premier résultat porte sur la stabilité de la combinaison entre exploitation et efficacité du capital : par coïncidence, il est parfaitement constant aux Etats-Unis et montre la prépondérance, à la hausse comme à la baisse, de la contribution de l'efficacité du capital (voir tableau 2). Les résultats ne diffèrent pas qualitativement en Europe en ce qui concerne la phase de baisse du taux de profit (1965-1982). Dans les deux cas, celle-ci s'explique en gros pour un tiers par le taux d'exploitation et pour les deux tiers par l'efficacité du capital. Ceci confirme en partie les assertions de Brenner quant au rôle déterminant de ce deuxième élément.

En revanche, il en va tout autrement en ce qui concerne la phase de rétablissement du taux de profit (1982-1997). Certes les proportions restent identiques aux Etats-Unis, mais elles s'inversent en Europe, où le rétablissement du taux de profit est acquis de manière prépondérante par une augmentation du taux d'exploitation. Le Japon présente un cas de figure différent : la forte baisse du taux de profit entre 1965 et 1982 s'explique à parts à peu près égales par le taux d'exploitation et l'efficacité du capital. Sur la période récente, le taux de profit reste à peu près constant.

Cette différenciation conduit à affiner l'examen du taux de profit à partir d'une décomposition ternaire qui doit se substituer à celle qui vient d'être utilisée. Dans le champ du marxisme, la décomposition binaire du taux de profit renvoie à la formule classique du taux de profit qui dépend du taux d'exploitation et de la composition organique du capital. Mais ces deux dernières grandeurs ne sont pas séparables, puisque l'une et l'autre dépendent de la productivité du travail. En isolant cette composante, on voit apparaître une double détermination :

- le taux d'exploitation dépend de l'évolution relative du salaire et de la productivité du travail ;
- l'efficacité du capital dépend de l'évolution relative du capital par tête et de la productivité du travail.

Il est alors possible d'éclairer la différenciation entre Etats-Unis et Europe (voir tableau 3). Celle-ci ne dépend pas essentiellement de la croissance du salaire qui est contenue de la même façon dans les deux zones, mais principalement des conditions de production que l'on peut résumer ainsi : en Europe, le capital par tête augmente presque trois fois plus vite qu'aux Etats-Unis mais conduit à des gains de productivité supérieurs seulement de moitié. Dans ces conditions, la progression du taux de profit est inférieure en Europe, et nécessite un déplacement important du partage de la valeur ajoutée, autrement dit une augmentation du taux d'exploitation.

Table 3
Les déterminants du taux de profit 1982-1997

	USA	Europe
Capital par tête	0.7 %	1.9 %
Productivité	1.2 %	1.7 %
Salaire réel	0.8 %	1.0 %
Taux de profit	2.4 %	1.9 %

Taux de croissance annuel moyen 1982-1997

La décomposition ternaire du taux de profit conduit donc à distinguer trois grandeurs principales, qui sont le salaire réel, la productivité du travail (produit par tête) et la composition du capital (capital par tête). C'est l'évolution interactive de ces trois

grandeurs qui alors détermine l'évolution du taux de profit. Quelles sont les principales logiques de cette interaction ? On peut en distinguer trois : la fonction de production, l'étendue du marché, la norme salariale. Je choisis volontairement de désigner ces trois notions à partir de termes empruntés à des paradigmes étrangers au marxisme pour bien souligner que le marxisme doit lui aussi traiter ces différents aspects.

La fonction de production rassemble en réalité deux comportements essentiels, qui se situent à l'intersection de la technologie et des rapports sociaux. Le premier volet est socio-technique : il décrit le rendement, sous forme de productivité, de l'intensification du capital. La manière dont un supplément de capital par tête augmente ou non la productivité du travail est une variable-clé de l'analyse du taux de profit. Sur ce point, Brenner confond deux choses dans les rapports entre accumulation et productivité. L'une de ses thèses essentielles est en effet que l'évolution de la productivité ne saurait être un facteur autonome d'évolution du taux de profit, puisqu'elle résulte de l'accumulation du capital, elle-même dictée par le taux de profit. Le ralentissement de la productivité serait donc l'effet et non la cause de la baisse du taux de profit. Ce raisonnement n'est pas entièrement vrai, et il est même contradictoire avec l'accent mis par Brenner sur le rôle prépondérant de l'alourdissement du capital. Il oublie que la liaison accumulation-productivité peut changer de forme et que là se trouve toute la difficulté. L'argument chronologique selon lequel les mouvements de la productivité peuvent suivre et non précéder les mouvements du taux de profit ne peut suffire à établir ou invalider une causalité forcément structurelle.¹⁶

On peut illustrer ce propos sans formalisme algébrique. Si une dose de capital par tête produisait toujours la même dose de productivité du travail, la liaison accumulation-productivité (dont personne ne songerait à nier l'existence) serait constante. Mais si le « rendement » de l'accumulation est décroissant du point de vue de la productivité du travail, alors cela se manifeste par une baisse de l'efficacité du capital, autrement dit du produit par unité de capital fixe. Cette baisse a eu lieu dans les années soixante-dix et a joué un rôle important dans la baisse du taux de profit, ce sur quoi insiste Brenner. Mais cela revient à dire que le lien accumulation-productivité s'est dégradé et que le ralentissement de la productivité est en ce sens une composante autonome de la baisse du taux de profit. Toute explication de cet épuisement des gains de productivité doit combiner une approche technologique (la saturation du paradigme taylorien) et une dimension sociale, celle de la résistance des travailleurs à l'intensification de leur exploitation. Brenner est tellement préoccupé par sa polémique avec la théorie du profit squeeze qu'il nie l'autonomie de la fonction de production et fait de la productivité un sous-produit garanti et en quelque sorte inerte de l'accumulation du capital.

Il s'agit ensuite de décrire la fonction de réaction des capitalistes à la hausse du salaire sous forme d'une accélération du capital par tête : ce processus n'est pas formellement différent de ce que les néo-classiques appellent substitution mais il est parfaitement intégrable à l'analyse marxiste. C'est par exemple ce que font Duménil et Lévy dans leur étude du capitalisme américain.¹⁷ Cette interaction entre salaire et formes de l'accumulation est sous-estimée par Brenner qui ne conçoit l'influence du salaire que sur le seul partage de la valeur ajoutée.

L'étendue du marché est un clin d'œil à Adam Smith et renvoie aussi à la loi dite de Kaldor. L'idée est la suivante : il existe un lien entre la croissance du produit et celle de la productivité qui fait que les gains de productivité associés à un taux d'accumulation donné

¹⁶ Cet argument joue un rôle central chez Weber et Rigby 1996.

¹⁷ Duménil et Lévy 1996.

ne deviendront effectifs que s'ils sont portés par une croissance importante du marché. C'est l'enseignement important d'une étude sectorielle fine portant sur trois pays européens, France, Allemagne et Royaume-Uni.¹⁸ Elle établit clairement un lien entre les performances de productivité et la croissance de l'échelle de production au niveau d'une comparaison entre branches de l'industrie manufacturière. Le modèle proposé insiste sur la nécessité de combiner des facteurs d'offre et de demande pour expliquer la productivité ; cette dernière ne dépend pas seulement du capital par tête mais aussi de l'échelle de production, donc des conditions de demande. On ne peut donc, pour cette raison, séparer la sphère de la production et celle de la demande sociale, même pour analyser les conditions de production les plus fondamentales. C'est en ce sens que le taux de profit est un indicateur synthétique, parce qu'il reflète, notamment à travers les variations de la productivité du travail, les conditions de la demande.

La norme salariale revêt enfin un double contenu. D'un côté elle décrit la formation du salaire en fonction de l'évolution de la productivité. De ce point de vue, le fonctionnement du capitalisme en Europe fait apparaître une transformation significative de la référence. Durant la phase expansive, la norme de progression salariale est l'indexation sur la productivité du travail, et c'est l'un des principaux éléments définissant le «fordisme». Mais depuis le début des années quatre-vingt, on a vu se généraliser peu à peu une nouvelle référence, qui est une croissance nulle du salaire réel, autrement dit une déconnexion à l'égard des gains de productivité qui sont à peu près intégralement consacrés à l'augmentation du taux de profit. On ne peut donc pas passer sous silence cette transformation fondamentale, comme l'approche de Brenner, trop polarisée sur les Etats-Unis, incite à le faire.

Ces trois articulations -- fonction de production, étendue du marché et norme salariale -- contribuent à définir le taux de profit non pas seulement comme une mesure de la rentabilité du capital mais comme un indicateur synthétique de la cohérence de son fonctionnement. Cette approche s'inspire de celle de Mandel, qui distingue quant à lui six « variables partiellement indépendantes » qui sont : (1) la composition organique du capital en général et dans les deux sections ; (2) la répartition du capital constant entre capital fixe et capital variable ; (3) l'évolution du taux de plus-value ; (4) celle du taux d'accumulation (rapport entre plus-value consommée productivement et improductivement) ; (5) l'évolution de la durée du cycle de renouvellement du capital ; et (6) les relations d'échange entre les deux sections. La thèse que soutient Mandel est alors la suivante :

L'histoire du capitalisme, à la fois histoire du développement de ses contradictions et de sa logique interne, ne peut être appréhendée et comprise qu'en fonction du jeu combiné de ces six variables. Les fluctuations du taux de profit sont le séismographe de cette histoire, parce qu'elles expriment le plus clairement le résultat de ce jeu combiné.¹⁹ Cette définition du taux de profit est au cœur des théories des crises.

Conceptions de la crise

Une théorie de la crise doit obéir à trois critères. Elle doit permettre de comprendre la phase d'expansion d'après-guerre, et ensuite le retournement qui y met fin. Mais elle doit également rendre compte de la non-sortie de la phase récessive qui lui a succédé. Une

¹⁸ Husson 1999.

¹⁹ Mandel 1997, p.39.

exigence logique minimale consiste à attendre que ces différents volets soient articulés de manière cohérente, de manière à ne pas sauter d'un schéma théorique à l'autre en même temps que l'on change de phase. De ce point de vue, l'examen des théories disponibles de la crise fait apparaître un résultat important qui est l'impossible unidimensionalité de l'explication : en d'autres termes, la plupart des schémas rendent séparément compte d'un volet du problème posé, mais pas de l'autre. La plupart des explications plausibles du retournement ne suffisent pas à rendre compte de la non-sortie de crise. Passons les en revue rapidement.

Il y a d'abord ce que l'on pourrait appeler la théorie quantitative du taux de profit. Ce dernier n'est pas considéré comme une variable synthétique mais comme un indicateur de seuil. En dessous d'une certaine valeur, le taux de profit implique la récession, et c'est seulement à partir du franchissement d'un certain seuil que l'accumulation peut redémarrer. Cette version est battue en brèche par la configuration mise en place depuis une quinzaine d'années, à savoir celle d'un rétablissement du taux de profit qui n'enclenche pas sur l'accumulation. A moins d'idéaliser une valeur magique du taux de profit non encore atteinte, on ne comprend pas pourquoi ce rétablissement du taux de profit ne tire pas un tant soit peu l'accumulation. Une telle représentation ignore au fond la nature synthétique du taux de profit, autrement dit le fait que la manière dont est rétablie la rentabilité compte aussi, peut-être autant que le niveau atteint. Selon que le taux de profit est restauré sur la base d'un étouffement durable de la demande ou d'un bond en avant de la productivité, son impact sera évidemment différent.

Pour tenir compte des limites de cette approche, on a vu se développer récemment une théorie marxiste du parasitisme financier. L'accent mis sur la financiarisation cherche à rendre compte de la non-reprise de l'accumulation en dépit d'un taux de profit élevé. Le taux de profit augmenterait effectivement, mais il serait grignoté par le capital financier, de telle sorte que le « vrai » taux de profit serait insuffisant. Cette interprétation confond manifestement l'extraction de la plus-value et sa répartition, l'effet et la cause, et donc la question et la réponse. Le fait à expliquer -- la question posée -- est la croissance de la plus-value non accumulée. La réponse ne peut pas être que cette croissance s'explique par celle de la sphère financière, qui est une modalité de redistribution de la plus-value. C'est à mon sens l'inverse qui se produit : la croissance de la sphère financière s'explique par celle de la plus-value non accumulée. Cette inversion du sens de causalité conduit à présenter la financiarisation comme une ponction sur le profit global, qui l'empêcherait de s'investir productivement, et non comme un mode de distribution de cette plus-value. Car où va-t-elle en tant que valeur extraite à travers le processus d'exploitation ?

Dans la version soustractive de la financiarisation, tout se passe comme si elle s'évanouissait dans une « sphère spéculative » détachée du cycle du capital. Dans la version matérialiste, elle est redistribuée à travers les circuits compliqués de la croissance pour être finalement consommée par les détenteurs de revenus financiers. Sur un plan plus théorique ces deux approches symétriques de la finance correspondent à deux théories de la valeur et du profit. La première est additive, en ce sens que le profit global est la somme de ses incarnations, profit industriel d'un côté et profit financier de l'autre, de sorte que l'on peut construire une sorte de théorie du portefeuille, très en vogue : le taux d'accumulation serait faible parce que le profit financier étant supérieur au profit industriel, les capitalistes préféreraient spéculer plutôt qu'investir. Cette critique du capitalisme est sans doute populaire, mais sur le fond très formaliste, car elle repose sur un véritable fétichisme de la finance selon laquelle la Bourse est un moyen de créer de la valeur au même titre que l'exploitation du travail.²⁰ Brenner ne la reprend pas à son

²⁰ Pour une critique plus détaillée, voir Husson, 1997.

compte sauf dans une formule ambiguë, quand il écrit : « L'autre face du refus des capitalistes de placer encore plus de capital dans la production était leur quête de moyens alternatifs de faire de l'argent. »²¹

Ce que l'on pourrait appeler le marxisme keynésien représente l'ombre inversée de cette orthodoxie du taux de profit. Le socle sur lequel il est construit est l'idée que les débouchés bloqués sont la cause essentielle de la faible croissance et du chômage de masse. Mais les politiques de relance keynésiennes se heurtent à une *policy mix* défavorable en raison de taux d'intérêt élevés. Cette construction théorique renverse elle aussi l'ordre des causalités et de la chronologie. La hausse des taux d'intérêt a coïncidé avec l'application résolue de politiques néo-libérales au début des années quatre-vingt et n'a pas consisté un facteur identifiable de l'entrée en crise. Mais ce bond en avant des taux d'intérêt n'est pas tombé du ciel. On doit l'interpréter comme une variable d'ajustement fondamental, chargée d'opérer l'adéquation de la demande aux nouvelles modalités de l'offre. Face aux menaces d'une récession mondiale majeure fondée sur un blocage universel des salaires, la montée des taux d'intérêt a eu pour fonction principale d'assurer les transferts nécessaires à l'émergence d'une « troisième demande ». Le premier transfert est inter-social : la montée des taux d'intérêt est un moyen de redistribuer une fraction croissante du revenu national vers les détenteurs d'actifs financiers. Le second transfert est géographique et assure un flux de financement des « déficits jumeaux » des Etats-Unis, déficit commercial et déficit public. Il opère au passage une énorme ponction sur les pays du Sud à travers la crise de la dette. Le marxisme keynésien oublie cette genèse et inverse lui aussi les déterminations en suggérant que la sortie de crise passe par la condition préalable d'une baisse des taux d'intérêt qui en représenterait l'alpha et l'oméga. Or, les taux d'intérêt ont déjà notablement baissé et cette baisse n'a pas pour autant conduit à une reprise de l'accumulation. Il faut donc trouver une explication supplémentaire au maintien de faibles taux de croissance. Bref, aucune de ces approches ne réussit pleinement à expliquer le passage d'une phase à l'autre au sein de l'onde longue et l'étirement dans le temps de son versant récessif.

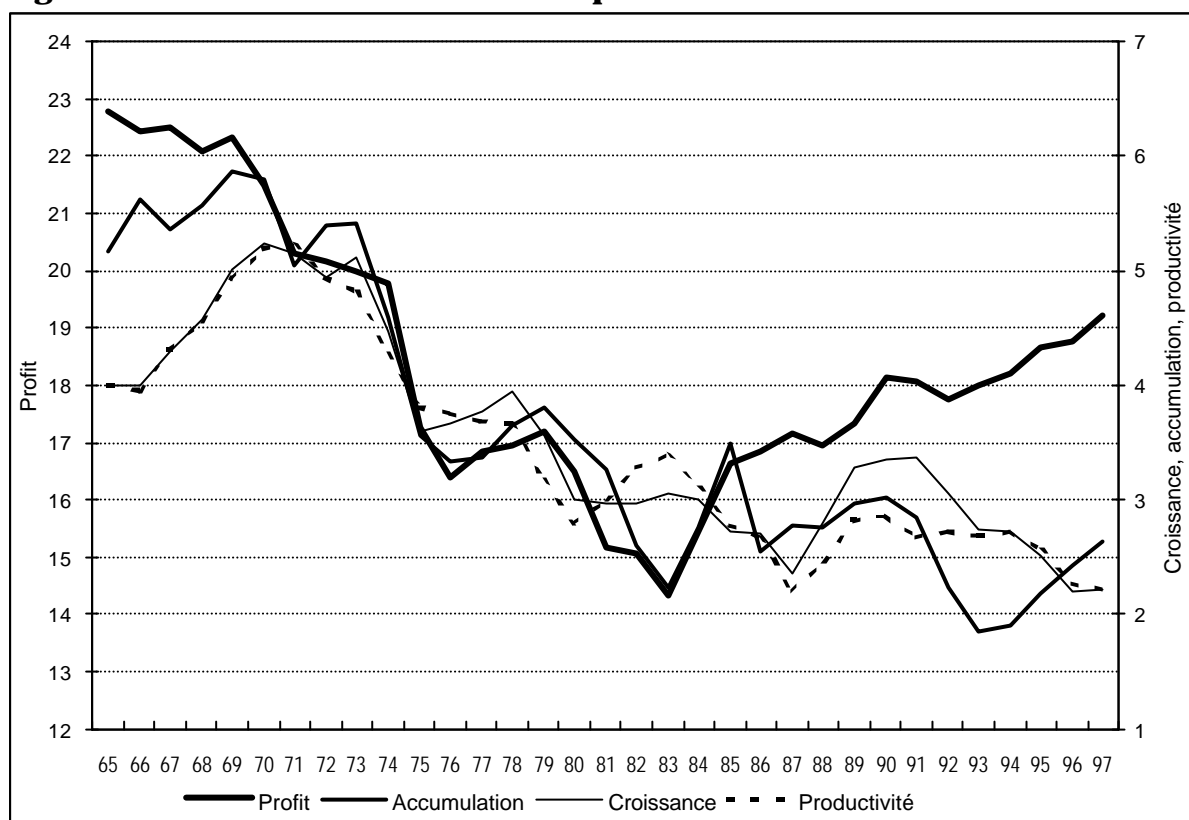
Le bouclage productivité-accumulation

Brenner critique de manière systématique les régulationnistes en ce qu'ils font jouer un rôle central au ralentissement de la productivité, et il reprend sur ce point une position défendue dans une précédente contribution.²² Le principal argument, qui consiste à dire que le ralentissement de la productivité suit celui de l'accumulation, n'est pas suffisant pour emporter la conviction. Plutôt que de s'en tenir à une liaison partielle entre deux variables, il est préférable de poser le problème en termes plus globaux. L'examen de la figure 3 devrait y aider. Il fait clairement apparaître les deux phases de l'onde longue, en rapprochant quatre courbes retraçant l'évolution de grandeurs calculées pour l'ensemble de sept pays capitalistes : Etats-Unis, Japon, Royaume-Uni, France, Italie, Allemagne et Espagne. On observe bien comment trois de ces variables évoluent de manière très parallèle et passent de valeurs élevées avant 1970 à des niveaux bien inférieurs : il y a donc bien un ralentissement simultané de la croissance, de la productivité et de l'accumulation. On pourrait d'ailleurs ajouter l'inflation et l'inverse du taux de chômage qui suivraient un profil identique.

²¹ Brenner 1998, p.207.

²² Brenner et Glick, 1991.

Figure 3. Les courbes de l'économie capitaliste



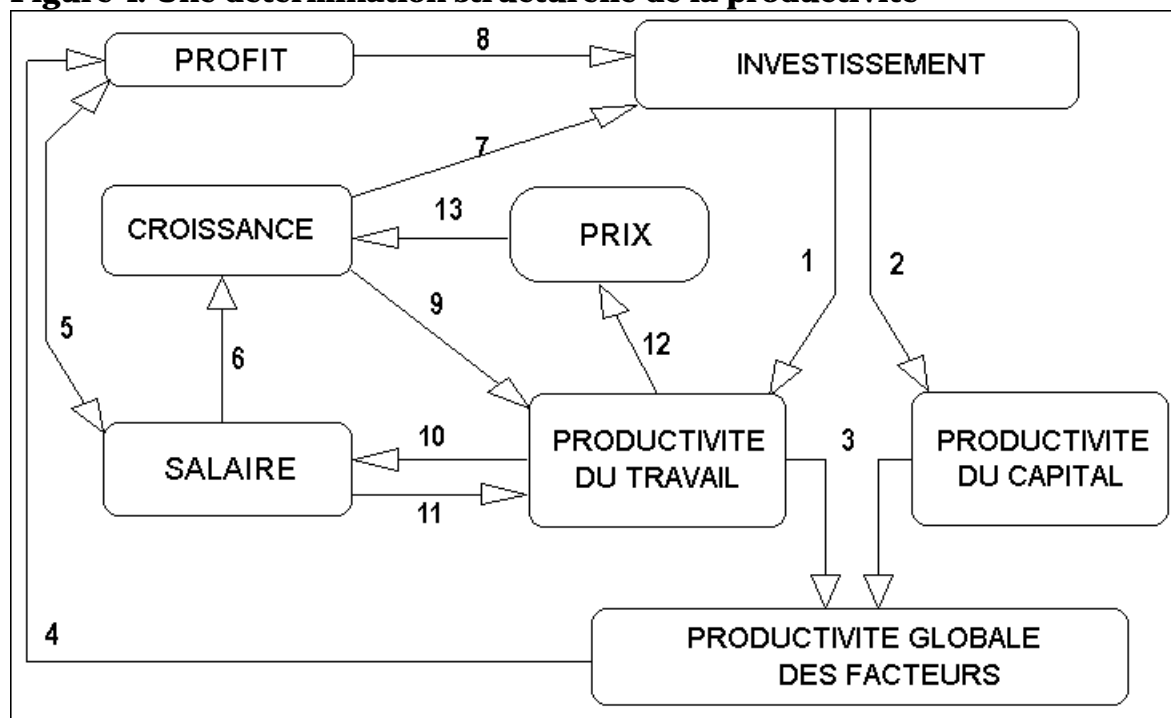
Cette simultanéité interdit d'isoler les « effets » et les « causes » et conduit à proposer un schéma de détermination structurelle de la productivité illustré par la figure 4. Le point de départ consiste à dire qu'il existe un potentiel important de gains de productivité associé à l'effort d'investissement que l'on peut repérer au niveau de la phase finale de la production, qu'il s'agisse de biens ou de services (liaison 1). Mais cette liaison est une liaison partielle qui ne suffit pas à rendre compte de l'entière des relations entre accumulation du capital et productivité.

On a déjà signalé que le même effort d'investissement peut engendrer des gains de productivité plus ou élevés. Ce « rendement » de l'accumulation contribue donc à déterminer l'efficacité du capital (liaison 2). L'évolution relative de la productivité du travail et de l'efficacité du capital détermine les performances en termes de productivité globale des facteurs (liaison 3). On peut montrer que c'est ensuite l'évolution relative de cette productivité globale des facteurs par rapport à celle du salaire réel qui à son tour détermine l'évolution du taux de profit (liaisons 4 et 5).²³

Cette dernière liaison 5 entre salaire et taux de profit introduit un effet de *feedback* : tout objectif de maintien ou de rétablissement du taux de profit s'énonce -- à productivité globale des facteurs donnée -- comme la fixation d'un objectif de progression maximale du salaire.

²³ Husson 1996.

Figure 4. Une détermination structurelle de la productivité



L'objectif ainsi défini du point de vue de la progression des salaires va contribuer -- moyennant divers intermédiaires (taux d'épargne, dynamisme des revenus non salariaux) - - à déterminer la progression du produit, en fonction de la demande effective globale (liaison 6). La progression de la demande introduit à son tour un effet sur la dynamique de l'investissement (liaison 7). De la même manière, l'évolution du taux de profit vient influencer la formation de capital (liaison 8). On a donc une double détermination de l'accumulation en fonction d'éléments de demande et de conditions de rentabilité.

La loi dite de Kaldor-Verdoorn introduit une liaison complémentaire entre la croissance et la productivité du travail (liaison 9), tandis que l'évolution de la productivité du travail va contribuer, notamment au niveau sectoriel, à déterminer l'évolution du salaire réel (liaison 10). Une relation inverse peut également jouer, dans la mesure où l'évolution du salaire va déterminer en partie celle de la productivité du travail : c'est la liaison 11 qui passe aussi par la détermination de la forme même de l'investissement.

La productivité et son profil sectoriel contribuent fortement à la détermination des prix relatifs (liaison 12) qui vont à leur tour contribuer à déterminer le dynamisme et l'orientation sectorielle de la croissance (liaison 13). L'élasticité de la consommation aux prix est un puissant moyen d'orientation de la demande vers les secteurs à forte productivité et peut ainsi contribuer à la mise en place d'un cercle vertueux. C'est bien l'ensemble de ce schéma qu'il faut mobiliser, de manière à restituer l'histoire récente de la dynamique capitaliste.

Le retournement

D'où vient le retournement ? Pour essayer de répondre à cette question, il faut rendre compatible une histoire concrète avec des schémas théoriques intégrant à la fois la possibilité de phases d'expansion et l'inéluctabilité des crises périodiques. Cette

articulation est extrêmement complexe, car il ne faut pas que les théories soient « trop bonnes ». Il existe ainsi des lectures « catastrophistes » qui expliquent si bien la crise qu'on ne comprend pas comment elle n'est pas permanente ; vice versa, les approches « harmonicistes » conduisent à se demander comment une mécanique si bien huilée a pu jamais se détraquer. On ne peut non plus exiger des formulations théoriques qu'elles fournissent une grille de lecture universelle et atemporelle, applicable à toutes les situations de crise, puisque ce serait nier leur dimension historique. Brenner ne tombe pas dans ce reproche car son étude est une riche contribution à l'histoire concrète du capitalisme. Mais son schéma théorique unicausal ne rend pas entièrement compte du passage d'une phase à l'autre.

Cette tension entre la chronologie et la théorie introduit une différence fondamentale entre les causes structurelles de la crise et ses formes brutales d'apparition. On pourrait aisément montrer que le lieu d'irruption de la crise désigne toujours un « faux coupable », une causalité superficielle. En 1973-1974, on a ainsi immédiatement parlé de « choc pétrolier », en mélangeant allègrement un facteur direct de l'entrée en récession et ses causes profondes. Les Bourses sont le lieu de prédilection d'émergence des crises, non parce que la dimension financière serait première, mais parce qu'il s'agit de la scène naturelle où se dénoue la nécessité d'une dévalorisation violente du capital. Ce problème d'interprétation existe aussi au sein du marxisme le plus traditionnel : comment, et à quelles conditions, une tendance comme celle de la baisse du taux de profit, peut-elle en effet engendrer des krachs périodiques ? Une difficulté semblable s'exprime par la variété de significations du terme de crise qui s'applique aussi bien au choc brutal du krach, qu'à l'enlisement dans la crise qui dure. Trois figures théoriques permettent d'avancer sur ces terrains : l'accumulation des contradictions, le retournement des cercles vertueux, la distinction entre variables du temps long et variables du temps court.

La première figure utile à la lecture de la crise est celle des tensions accumulées. On peut prendre l'image d'un barrage qui cède : la catastrophe intervient dans un temps très court mais elle est le résultat d'un lent travail d'usure. La première brèche peut être minuscule, mais elle déclenche un processus de transformation qualitative, provoque un déséquilibre qui se transforme en rupture. L'endroit où s'est produit la première fissure est indifférent : sa localisation ne donne aucune indication sur une quelconque causalité. Pour filer la métaphore, la position d'un Mandel à propos du capitalisme d'après-guerre consiste à observer le barrage avant qu'il cède et à montrer à la fois pourquoi il a tenu jusque là, et pourquoi il ne peut pas résister aux pressions qui s'accumulent. Si l'on oublie l'un des termes de ce pronostic, on obtient un discours unilatéral facilement critiquable. Et c'est d'ailleurs ce qui explique que Mandel ait été pris entre des critiques contradictoires. Il y a eu des défenseurs du dogme pour lui attribuer la thèse selon laquelle le capitalisme avait résolu ses contradictions. Mais, d'autres, en sens inverse, lui ont reproché de prévoir en permanence l'effondrement du système.

Un second instrument conceptuel conduit à observer comment les dispositifs vertueux peuvent se transformer progressivement en leur contraire pour devenir en quelque sorte des accélérateurs de contradiction. L'inflation présente ainsi bien des avantages pour le financement du capital, mais elle se borne à étaler les contradictions dans le temps, jusqu'au moment où elle se transforme en son contraire, à savoir un obstacle à la gestion capitaliste de la crise. On a vu que l'inflation joue un rôle central dans les analyses du capitalisme d'après-guerre, mais c'est aussi autour du mot d'ordre de lutte contre l'inflation que va s'effectuer le tournant néolibéral, l'objectif réel étant évidemment d'imposer l'austérité salariale comme nouvelle norme. Et, pour cela, il fallait bien défaire cet instrument de régulation, qui devenait un obstacle à la mise en place des politiques de

sortie de crise. Le même raisonnement s'applique aux dépenses sociales ou, plus récemment, aux dépenses militaires, dont tout le monde s'accordait à décrire l'impact anti-récession, mais dont Mandel a été l'un des rares théoriciens à saisir la dimension contradictoire, à savoir le poids croissant qu'elles représentaient dans la formation du profit.

Enfin, une dernière distinction devrait être opérée entre les variables de long terme et les variables de court terme. Le passage de l'onde longue expansive à l'onde longue récessive ne peut être compris que par une modification de la configuration capitaliste d'ensemble que Mandel propose d'analyser à partir d'une combinatoire des « variables partiellement indépendantes » rappelées plus haut. Or, aucune de ces variables ne va se retourner brusquement, ce qui conduit à la remarque suivante, qui me paraît fondamentale. La crise, en tant que rupture, renvoie à la chute brutale de certaines variables. Mais la crise qui dure ne peut s'expliquer autrement que par des variables structurelles qui évoluent à un rythme différent. La récession généralisée de 1974-75 clôt la période d'expansion. En tant que récession brutale, elle ne peut être directement expliquée par des variations tendancielle de productivité ou encore moins par des évolutions lentes de la structure de la demande sociale. Ce sont pourtant ces mouvements tectoniques lents, souterrains, qui mènent à la crise et surtout à la non-sortie de crise, même si celle-ci prend la forme concrète de l'éruption, du tremblement de terre ou du raz-de-marée. Le récit des crises et l'analyse historique des ondes longues supposent donc une maîtrise de la « discordance des temps » pour reprendre la belle expression, pas seulement métaphorique, de Bensaïd.²⁴

Pour une lecture alternative

Le problème économique majeur qui est posé par le capitalisme contemporain est pleinement illustré par la figure 4. Jusqu'au début des années quatre-vingt, l'évolution du taux de profit épouse fidèlement celle des autres variables stratégiques que sont le taux d'accumulation, le taux de croissance et la taux de progression de la productivité. Leur fléchissement simultané reflète la crise d'ensemble qui frappe le capitalisme au milieu des années soixante-dix. Après une brève parenthèse keynésienne qui va de 1975 à 1980, on entre dans la phase néolibérale actuelle qui est caractérisée par une déconnexion croissante entre le taux de profit qui se rétablit tendanciellement, et les autres variables qui continuent à stagner. Autrement dit, le capitalisme contemporain est caractérisée par une configuration inédite qui combine des niveaux élevés de rentabilité et de médiocres performances en matière de productivité et de croissance. On peut relativiser ou contester ce constat en discutant la pertinence des statistiques, ou bien encore en expliquant que c'est la ponction opérée par la finance qui réduit le « bon » taux de profit. Mais ces correctifs ne peuvent modifier qualitativement les faits stylisés qu'il s'agit d'expliquer.²⁵

Une problématique complémentaire est celle du paradoxe de Solow, qui consiste à remarquer que : « L'ère de l'ordinateur se voit partout, sauf dans les statistiques de productivité ».²⁶ Indépendamment même du volume de capital accumulé, de très profondes transformations sont en effet intervenues dans les conditions de production ainsi que dans l'organisation du travail salarié. Or, cela ne se traduit pas par des gains de productivité et le rétablissement du taux de profit n'a pas été acquis, comme on l'a vu, par un bond en avant de la productivité. Toutes ces caractéristiques dessinent une configuration relativement inédite dans l'histoire du capitalisme.

²⁴ Bensaïd 1995. Cette réflexion doit également beaucoup à l'ouvrage magistral de Francisco Louçã 1997.

²⁵ Pour une argumentation plus développée, voir Husson 1997 et Husson 1999.

²⁶ « You can see the computer age everywhere but in the productivity statistics », Solow 1987.

Les éléments de réponse qu'il est possible d'apporter au paradoxe de Solow soulignent le rôle de variable-clé de la productivité. L'interprétation que suggère une analyse sectorielle fine souligne les facteurs contradictoires qui pèsent sur la situation actuelle. On peut considérer qu'il existe un progrès technique autonome latent assorti de d'importants gains de productivité virtuels. Mais la mobilisation de ces potentialités se heurte à une triple limite :

- l'insuffisance de l'accumulation représenterait un frein à la diffusion des nouveaux équipements et au rajeunissement rapide du stock de capital ;
- l'imbrication croissante entre industrie et services au cœur même de l'appareil productif pourrait continuer durablement à tirer vers le bas les performances globales de la productivité ;
- l'insuffisant dynamisme de la demande renforce l'effet précédent et y ajouterait un facteur spécifique d'inadéquation entre débouchés et offre productive, à la fois par baisse de l'élasticité de la demande aux prix des nouveaux produits, et par déplacement de la demande sociale vers les services à moindre productivité.

Aucun potentiel technologique ne peut se réaliser pleinement si font défaut les conditions sociales de cette réalisation : l'existence d'une demande solvable, et son adéquation à la dynamique des besoins sociaux. C'est cette double condition que l'explication keynésienne de la stagnation oublie, car le volume de la demande effective ne suffit pas, il faut encore qu'il se porte vers les « bonnes » industries, du point de vue de la rentabilité associée. Dès lors, les paradoxes de la productivité proviennent au fond d'une assimilation trop rapide entre performance technique et productivité sociale du travail.

Du coup, il faut savoir repérer une crise qui touche met en cause le mode capitaliste de reconnaissance des besoins sociaux et prend la forme d'un désajustement fondamental entre demande sociale et progrès technique. Le progrès technique s'exerce en quelque sorte dans des secteurs qui ne sont pas ceux qui sont prioritaires du point de vue de la demande sociale. Ce décalage est structurel -- en grande partie irréversible -- et conduit à la contradiction suivante : toute augmentation de la masse salariale est certes réinjectée dans le circuit économique, mais pas au bon endroit. Autrement dit, elle ne va pas suffisamment nourrir les débouchés des secteurs à forts gains de productivité virtuels et se porte principalement, ou cherche à se porter, vers des secteurs à faible productivité. On tient là l'une des raisons de fond de la difficulté à renouer avec une forte croissance en dépit du rétablissement du taux de profit.

Cette lecture de la crise permet d'éclairer de manière rétroactive la trajectoire de l'économie capitaliste depuis un demi-siècle. Le mouvement de fond est celui qui modifie la demande sociale et la déporte des biens manufacturés auxquels sont associés d'importants gains de productivité vers une demande de services souvent collectifs et peu susceptibles d'être satisfaits sous forme de marchandises comparables à l'automobile. Dans la mesure où la satisfaction de ces besoins pèserait sur la rentabilité du capital, ils sont traités comme une contrainte et donc satisfaits sur la base la plus étroite possible. Et comme les besoins sociaux émanant d'une bonne partie de l'humanité pauvre entrent dans cette catégorie, on assiste à un gigantesque déni de production à l'échelle mondiale : mieux vaut ne pas produire que de produire en dessous de la norme de profit. Un tel processus se déroule évidemment dans le temps long des transformations structurelles et il ne peut évidemment être convoqué comme explication du déclenchement de la crise. Mais c'est lui

qui sous-tend la grande transition vers un capitalisme qui accumule peu et creuse les inégalités. Il renvoie également à la dimension la plus radicale de la critique de Marx, qui ne se contente pas de souligner les difficultés à réguler le capitalisme, mais anticipe sur un fonctionnement régressif. L'un des passages les plus modernes de cette critique, qui évoque le débat actuel sur la fin du travail, se trouve dans les *Grundrisse* et vaut la peine d'être longuement cité :

« Le vol du temps de travail d'autrui, sur quoi repose la richesse actuelle, apparaît comme une base misérable comparée à celle, nouvellement développée, qui a été créée par la grande industrie elle-même. Dès lors que le travail sous sa forme immédiate a cessé d'être la grande source de la richesse, le temps de travail cesse nécessairement d'être sa mesure, et, par suite, la valeur d'échange d'être la mesure de la valeur d'usage. Le surtravail de la masse a cessé d'être la condition du développement de la richesse générale. Cela signifie l'écroulement de la production reposant sur la valeur d'échange, et le procès de production matériel immédiat perd lui-même la forme de pénurie et de contradiction. C'est le libre développement des individualités, où l'on ne réduit donc pas le temps de travail nécessaire pour poser du surtravail, mais où l'on réduit le travail nécessaire de la société jusqu'à un minimum, à quoi correspond la formation artistique, scientifique, etc., des individus grâce au temps libéré et aux moyens créés pour eux tous.

Le capital est lui-même la contradiction en procès, en ce qu'il s'efforce de réduire le temps de travail à un minimum, tandis que d'un autre côté il pose le temps de travail comme seule mesure et la source de la richesse. C'est pourquoi il diminue le temps de travail sous la forme du travail nécessaire pour l'augmenter sous la forme du travail superflu ; et pose donc dans une mesure croissante le travail superflu comme condition – question de vie et de mort – pour le travail nécessaire. D'un côté donc, il donne vie à toutes les puissances de la science et de la nature, comme à celles de la combinaison et de la communication sociales pour rendre la création de la richesse indépendante (relativement) du temps de travail qui y est affecté. De l'autre côté, il veut mesurer au temps de travail ces gigantesques forces sociales ainsi créées, et les emprisonner dans des limites qui sont requises pour conserver comme valeur la valeur déjà créée. Les forces productives et les relations sociales – les unes et les autres étant deux côtés différents du développement de l'individu social – n'apparaissent au capital que comme des moyens, et ne sont pour lui que des moyens de produire à partir de la base bornée qui est la sienne. Mais en fait elles sont les conditions matérielles pour faire sauter cette base. »²⁷

Par rapport à cette interprétation, la position de Brenner reste en deçà, au niveau de la gestion des contradictions à l'intérieur du capital. Son apport majeur porte principalement sur la dimension internationale. Toute interprétation de la crise doit en effet être confrontée à l'histoire particulière de chaque capitalisme national, ainsi qu'à la structuration de l'économie mondiale. Brenner insiste à juste titre sur les contradictions inter-capitalistes, mais tend à sous-estimer les effets de la mondialisation. Cette dernière a pour effet de durcir le fonctionnement du modèle décrit ici en instaurant progressivement une détermination mondiale unique du travail socialement nécessaire. Nulle part sur la planète, un besoin ne peut être satisfait si cette satisfaction ne s'aligne pas sur les performances des industries et des pays les plus compétitifs. Telle est la règle qui est en train d'être instaurée, sur laquelle s'accordent les concurrents capitalistes, et qui ne résulte pas seulement de mécanismes économiques. On peut dire au contraire que les institutions du capitalisme mondial interviennent consciemment pour faire advenir ce marché mondial, et Brenner ne souligne pas suffisamment cet aspect.

²⁷ Marx 1980, pp.193-194.

Cette priorité aux rapports inter-capitalistes a également l'inconvénient de relativiser le poids des rapports sociaux fondamentaux. De ce point de vue, on pourrait lui adresser une critique symétrique de celle qu'il faisait aux régulationnistes, en leur reprochant justement d'ignorer le rapport capital-travail fondamental. Car c'est bien celui-là qui est en crise, et c'est crise, plutôt qu'une crise de régulation, est une crise systémique. Brenner, comme les régulationnistes, mais pour des raisons évidemment différentes, sous-estime la profondeur de la crise actuelle, sans pour autant tomber dans le travers harmoniciste permanent de cette école.

Toute interprétation de la crise avancée a en effet des implications sur les moyens d'en sortir. Dans une critique peut-être inutilement polémique, Andy Kilmister souligne par exemple que « La conclusion politique la plus évidente que l'on puisse tirer du travail de Brenner est réformiste : les Etats-Unis, l'Union européenne et le Japon devraient accepter de coordonner leur production et de partager les marchés de manière plus équitable. »²⁸ Cette assertion est-elle vraiment injuste ? Elle correspond assez bien au dernier chapitre de l'ouvrage de Brenner, où celui-ci examine les différentes évolutions possibles du capitalisme mondial. Les principaux paramètres qu'il choisit de discuter sont en effet d'ordre technologique – va-t-on vers un cycle high tech aux Etats-Unis ? – ou géopolitique : existe-t-il un arrangement mondial possible ou bien se dirige-t-on vers une nouvelle récession brutale par synchronisation des politiques d'austérité, autrement dit par absence de coordination ?

Peut-être est-ce un point de vue européen, mais la profondeur et la durée de la crise nous semblent relever d'une autre interrogation qui porte sur la possible reproduction de la légitimité capitaliste. Ce système peut-il durablement fonctionner selon cette cohérence instable qui, ouvertement, décrète l'inéluctabilité de la régression sociale ?

²⁸ Kilmister 1999.

Référence bibliographiques

Aglietta, Michel 1980, « La dévalorisation du capital : études des liens entre accumulation et inflation », *Economie appliquée*, Tome XXXIII, 2: 54-88.

Bensaïd, Daniel 1995, *La discordance des temps*, Paris: Editions de la Passion.

Boyer, Robert et al. 1977, *Approches de l'inflation: l'exemple français*, Paris: Cepremap.

Brenner, Robert et Glick, Mark 1991, « The Regulation Approach : Theory and History », *New Left Review*, 188: 54-119.

Brenner, Robert 1998, *The economics of global turbulence*, *New Left Review*, 229.

Carchedi, Guglielmo 1991, *Frontiers of Political Economy*, Verso.

Duménil, Gérard et Lévy, Dominique 1994, *The U.S. Economy since the Civil War: Sources and Construction of the Series*, Paris: Cepremap. Données provisoires actualisées : <<http://www.cepremap.cnrs.fr/~levy/uslt46.txt>>

Duménil, Gérard et Lévy, Dominique 1996, *La dynamique du capital*, Paris: PUF.

Husson, Michel 1996, *Misères du capital. Une critique du néolibéralisme*, Paris: Syros.

Husson, Michel 1997, « Contre le fétichisme de la finance », *Critique communiste*, 149.

Husson, Michel 1999, *Les ajustements de l'emploi. Une critique de l'économétrie bourgeoise*, Lausanne: Page deux.

Kilmister, Andy 1999, « Marxists and economics », *International Viewpoint*, january.

OCDE 1998, *Perspectives économiques* n°64.

Mandel, Ernest 1997, *Le troisième âge du capitalisme*, Les Editions de la Passion.

Mandel, Ernest 1995 [1980], *Long waves of capitalist development. A marxist interpretation*, Verso.

Marx, Karl 1980, *Manuscrit de 1857-1858 « Grundrisse »*, tome 2, Editions sociales.

Marx, Karl 1957, *Le Capital* Volume 3, tome 6, Editions sociales.

Solow, Robert 1987, « We'd Better Watch Out », *New York Times Book Review*, July 12.

Weber, Michael et Rigby, David 1996, *The Golden Age Illusion*, New York: The Guilford Press.